

Cote du document:	<u>EB 2010/99/R.26/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>10 e) ii)</u>
Date:	<u>22 avril 2010</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don à la République du Yémen pour le

Programme de création de possibilités économiques

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session
Rome, 21-22 avril 2010

Pour: **Approbation**

Note aux membres du Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Omar Zafar

Chargé de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2348

courriel: o.zafar@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du programme	iv
Résumé du financement	v
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

EOF	Fonds pour la création de possibilités économiques
PDRP	Plan de développement pour la réduction de la pauvreté
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République du Yémen pour le programme de création de possibilités économiques, telle qu'elle figure au paragraphe 40.

Republic of Yemen

Economic Opportunities Programme

Final design



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés

République du Yémen

Programme de création de possibilités économiques

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	République du Yémen
Organisme d'exécution:	Fonds pour la création de possibilités économiques
Coût total du programme:	38,6 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	8,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,9 millions d'USD)
Cofinanceurs:	Banque islamique de développement (BIsD) Union européenne (UE) Institutions financières participantes (IFP) Fonds pour la création de possibilités économiques (EOF)
Montant du cofinancement:	BIsD: 10,5 millions d'USD UE: 9,7 millions d'USD IFP: 2,2 millions d'USD EOF: 1,0 million d'USD
Conditions du cofinancement:	BIsD: prêt UE: don IFP: prêt EOF: prise de participation
Contribution du pays bénéficiaire du don:	1,2 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,1 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de don à la République du Yémen pour le programme de création de possibilités économiques

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Le programme développera les chaînes de valeur relatives à trois productions agricoles économiquement rentables (café, miel et produits de l'horticulture) intéressant de nombreux ménages de petits exploitants et de paysans sans terre. Ces chaînes de valeur présentent un important potentiel de réduction de la pauvreté et de croissance économique, et offrent des possibilités d'accroissement des exportations, de substitution des importations et de création d'emplois ruraux. Le programme favorisera également la création de microentreprises pour répondre à la demande de biens et de services dans les zones rurales. De manière générale, il créera des possibilités économiques pour les ruraux pauvres.
2. Le programme aborde trois domaines prioritaires essentiels pour le Gouvernement du Yémen et le FIDA: i) la création, en faveur des pauvres, d'investissements durables alignés sur les politiques de réduction de la pauvreté et de croissance économique du gouvernement et sur les objectifs stratégiques du FIDA; ii) l'introduction d'une approche des opérations de développement pilotée par le secteur privé; et iii) l'établissement d'un partenariat public-privé en vue de la gestion efficace, efficiente et transparente des ressources pour le développement et de la création de synergies.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Yémen, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, un don d'un montant de 8,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,9 millions d'USD), pour contribuer au financement du programme de création de possibilités économiques.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

4. L'allocation fixée pour la République du Yémen au titre du SAFP est de 32,1 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2010-2012. Le financement proposé relève de cette allocation.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

5. Le programme est conforme au cadre national de dépenses à moyen terme du gouvernement, tel qu'il figure dans le plan 2006-2010 de développement pour la réduction de la pauvreté (PDRP).

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

6. Le programme est conforme au PDRP du gouvernement, qui envisage la croissance économique pilotée par le secteur privé comme instrument de premier plan pour la réduction de la pauvreté, et qui encourage les partenariats avec le secteur privé, l'efficacité dans le secteur agricole, les entreprises rurales et les services de microfinance.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

7. Le Yémen peut actuellement bénéficier, au titre du Cadre du FIDA pour la soutenabilité de la dette, d'un appui financier du Fonds sous la forme de 100% de dons.

Flux de fonds

8. Les fonds provenant du don du FIDA seront acheminés par l'intermédiaire d'un compte désigné ouvert en faveur du Fonds pour la création de possibilités économiques (EOF) pour le financement des dépenses admissibles. Le compte désigné sera ouvert auprès d'une banque ayant l'agrément du FIDA. Les flux financiers seront basés sur des programmes de travail et budgets annuels approuvés, et feront l'objet d'un audit annuel.

Modalités de supervision

9. Le programme sera supervisé directement par le FIDA. Deux missions au moins seront organisées chaque année, dont une mission de supervision complète et une mission de suivi.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

10. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

11. Le programme sera géré par le Fonds pour la création de possibilités économiques, un partenariat public-privé qui sera créé pour améliorer la situation économique des pauvres, hommes et femmes, dans les zones rurales. L'EOF sera dirigé par un conseil d'administration où siègeront des représentants des secteurs public et privé. Le conseil dirigera le programme en s'inspirant des principes de bonne gouvernance, de transparence, d'équité et d'efficacité. Les membres du conseil et le personnel de l'EOF devront respecter un code d'éthique des affaires. La structure de gestion de l'EOF comprendra une unité d'audit interne.
12. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects qui ont trait à la gouvernance: i) l'organisation des bénéficiaires en associations de producteurs, et leur pleine participation à la prise de décision et à l'exécution; ii) la participation des bénéficiaires à la passation des marchés et des contrats; iii) des réunions périodiques entre l'EOF et les représentants des associations de producteurs; iv) des mécanismes de contrôle de la gestion financière et des processus d'audit indépendants et de conformité, y compris un audit annuel externe; et v) une évaluation indépendante par une tierce partie. Les processus de supervision directe du FIDA comporteront des modules mettant l'accent sur la conformité fiduciaire, la responsabilité et l'obligation de rendre des comptes.

C. Groupe cible et participation**Groupe cible**

13. Plusieurs groupes cibles ont été choisis pour le programme: petits producteurs de café disposant de petites parcelles en terrasses; petits paysans, métayers et ménages sans terre intéressés par l'horticulture protégée; ménages pauvres sans terre intéressés par le développement d'une production mobile de miel; et ménages pauvres sans terre se lançant dans des microentreprises rurales. Les femmes constituent le groupe cible clé pour les microentreprises.

Méthode de ciblage

14. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le programme mettra en œuvre plusieurs approches: i) le ciblage géographique pour choisir des établissements dans les zones montagneuses, en prenant pour bases la production de café, la disponibilité en eau, l'incidence de la pauvreté et la cohésion sociale; ii) le ciblage des ménages, afin de choisir les bénéficiaires pour des activités spécifiques, en prenant pour bases les critères de pauvreté et l'intérêt pour l'adoption des technologies proposées; et iii) l'autociblage, en particulier pour les microentreprises rurales et les services financiers.

Participation

15. Le programme mettra en œuvre une approche participative, en particulier pour le choix des bénéficiaires et des investissements dans les infrastructures. La participation impliquera une autonomisation des associations de producteurs afin qu'elles deviennent des entités viables, ouvertes aux aspirations de leurs membres, et capables de gérer les ressources en eau et de conclure des contrats avec les transformateurs ou les exportateurs. Des mesures de discrimination positive seront appliquées pour garantir la participation des femmes à la planification et l'exécution. Les services financiers seront axés sur la demande.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

16. Le programme a pour but d'améliorer la situation économique des populations rurales pauvres. Son objectif est de créer des possibilités économiques durables pour les pauvres, hommes et femmes, dans les zones couvertes par le programme. Il aura pour résultats de stimuler la croissance et l'amélioration technologique de chaînes de valeur et d'entreprises rurales choisies; de promouvoir des liaisons contractuelles entre les associations de producteurs et les marchés; de promouvoir le respect des normes nationales et internationales de qualité et de sécurité des aliments; de développer une infrastructure économique à l'appui des chaînes de valeur choisies; et enfin d'étendre le champ d'action des institutions financières dans les zones rurales, et d'améliorer l'accès à des services financiers ruraux durables.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

17. Le programme exécutera la politique gouvernementale de croissance économique pilotée par le secteur privé à l'appui de la réduction de la pauvreté. Il constitue, pour le Yémen, la première opération d'investissements concertés dans des chaînes de valeur agricoles rentables en vue de créer des possibilités économiques et de réduire la pauvreté rurale.
18. Sur le plan institutionnel, le programme poursuit les objectifs suivants: mettre en place le Fonds pour la création de possibilités économiques; autonomiser les associations de producteurs en tant qu'institutions locales au service de leurs membres; et développer les capacités des institutions de microfinance, en les aidant à étendre leur champ d'action dans les zones rurales, et promouvoir des produits financiers adaptés et diversifiés.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

19. Le programme est compatible avec le Cadre stratégique 2007-2010 du FIDA et avec le programme d'options stratégiques pour le Yémen (2008-2013). Il respecte toutes les politiques applicables du FIDA en matière de développement du secteur privé, de ciblage, d'équité entre les sexes, de finance rurale et d'évaluation environnementale et sociale. Il est, en outre, aligné sur le programme de pays du Yémen dans le cadre du cycle 2010-2012 du SAFFP.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

20. Le concept du programme, élaboré conjointement par le FIDA et le gouvernement, est étroitement aligné sur le PDRP 2006-2010 du gouvernement.

Harmonisation avec les partenaires du développement

21. Les activités du programme sont complémentaires à celles des projets de développement conduits au Yémen dans les secteurs de l'agriculture, de la finance rurale et des microentreprises par les institutions multilatérales et bilatérales. Elles seront cofinancées par deux partenaires clés, la Banque islamique de développement et l'Union européenne. D'autres partenaires, comme la Banque mondiale et l'Agence française de développement ont fait part de leur intérêt pour une participation au programme.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

22. Le programme comprend trois composantes: i) développement des chaînes de valeur; ii) infrastructure économique; et iii) finance rurale. Il comporte également une composante institutionnelle, à savoir la création de l'EOF.

Catégories de dépenses

23. Cinq catégories de dépenses sont prévues dans le programme: travaux de génie civil (39% des dépenses); véhicules, équipement et fournitures (1%); formation, assistance technique et services contractuels (24%); instruments financiers (25%); et dépenses de fonctionnement (11%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

24. Le programme sera géré par le Fonds pour la création de possibilités économiques. Le conseil d'administration de l'EOF comprendra des représentants des secteurs public et privé.

Responsabilités en matière d'exécution

25. Les activités du programme seront exécutées dans le cadre de contrats passés avec des prestataires de services. S'agissant du développement des chaînes de valeur, on trouvera parmi les prestataires de services des équipes de mobilisation et deux entités nationales (l'Organisation yéménite de normalisation, de métrologie et de contrôle de la qualité, et les Services de promotion des petites et microentreprises). Dans le domaine de l'infrastructure économique, les prestataires de services incluront des concepteurs, des entrepreneurs et des superviseurs des constructions. Pour ce qui est de la finance rurale, les services seront prestés par des institutions de microfinance, des banques commerciales et des compagnies d'assurance. Les contrats avec les prestataires de services seront basés sur la performance et axés sur les résultats.

Rôle de l'assistance technique

26. L'assistance technique sera fournie par le biais de prestataires de services à des fins de renforcement des capacités. Elle mettra l'accent sur le développement des associations de producteurs, l'amélioration des services de certification et de classification des produits agricoles, la fourniture d'un appui aux microentrepreneurs, l'amélioration de l'accès aux services financiers ruraux et le développement de la capacité de l'EOF de créer des possibilités économiques pour les ruraux pauvres.

Situation des principaux accords d'exécution

27. L'EOF sera créé par décret gouvernemental après l'approbation par le Conseil d'administration du FIDA de la proposition de financement du programme. Il conclura ensuite des contrats avec des prestataires de services pour l'exécution des activités du programme, et des accords de partenariat avec des projets et des institutions complémentaires poursuivant des objectifs similaires.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

28. Le coût total du programme est de 38,6 millions d'USD, sur une période d'exécution de six ans. Les sources de financement sont le FIDA (33%), la Banque islamique de développement (27%), l'Union européenne (25%), les Institutions financières participantes (6%), le gouvernement (3%), les bénéficiaires (3%) et l'EOF (3%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

29. Le programme couvrira 200 établissements dans des zones montagneuses et pourra avoir pour bénéficiaires directs jusqu'à 14 000 ménages pauvres comprenant 91 000 personnes. Les avantages seront notamment: le renforcement des organisations bénéficiaires; l'amélioration de la gestion de l'eau; l'augmentation de

la productivité agricole; l'amélioration de l'accès à la finance rurale; l'amélioration de la qualité du café, du miel et des produits de l'horticulture; l'amélioration des liaisons entre les petits producteurs et les marchés; et un accès accru aux possibilités économiques. Ces avantages permettront aux ménages pauvres de sortir durablement de la pauvreté.

Viabilité économique et financière

30. L'analyse financière démontre que les investissements du programme dans les trois chaînes de valeur et dans les microentreprises rurales sont financièrement viables. La structure des rendements obtenus dans le cadre des différentes chaînes de valeur montre que la part des rendements nets et les marges bénéficiaires obtenues par les acteurs des chaînes se modifieront en faveur des producteurs primaires. Le taux de rentabilité économique du programme est de 32% sur 20 ans.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

31. Le programme introduira de nouvelles approches du développement des chaînes de valeur, de la microfinance rurale et des arrangements institutionnels au Yémen. L'EOF tirera parti des savoirs, des enseignements et des meilleures pratiques acquis au cours de l'exécution. Ils seront appliqués par l'EOF à des fins plus générales, y compris les futures opérations financées par le FIDA; par les institutions publiques pour leurs propres activités de développement; et par l'équipe de pays du FIDA pour améliorer la conception et l'exécution des projets. Le programme contribuera à la mise en réseau des savoirs aux niveaux du pays, de la région et du FIDA.

Innovations en matière de développement

32. Le programme assurera la promotion de quatre innovations: i) la mise en place d'un partenariat public-privé pour la gestion du programme à l'appui de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté; ii) une prise de participation de l'EOF dans une institution de microfinance favorable aux pauvres; iii) une approche de l'exécution de type secteur privé mettant l'accent sur la modernisation des chaînes de valeur présentant un potentiel de croissance; et iv) une gestion participative de l'eau par les organisations locales pour promouvoir une utilisation efficiente de l'eau.

Approche d'élargissement

33. On prévoit que l'EOF sera appelé à gérer les futurs investissements du FIDA dans le cadre du cycle 2010-2012 du SAFR et ceux des autres financeurs, y compris le gouvernement. Il s'attachera à recenser les possibilités économiques offertes aux ruraux pauvres, et cherchera à obtenir des ressources financières à investir dans ces possibilités. L'EOF a été conçu pour jouer le rôle d'instrument à utiliser pour un élargissement potentiel des opérations par des partenaires.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

34. Le programme est confronté à cinq risques principaux: i) risque de conditions de sécurité défavorables, qui sera atténué par un choix judicieux des établissements où la sécurité est assurée; ii) risque de retards dans la mise en place de l'EOF, qui sera atténué par la stipulation de sa création comme condition des décaissements; iii) risque de procédures lentes et complexes concernant les flux de fonds, qui sera atténué par l'amélioration de la gestion financière et un financement anticipé adéquat; iv) risque de fluctuations dans la rentabilité des chaînes de valeur, qui sera atténué par un choix judicieux des chaînes de valeur; et v) risque potentiel pour la production lié aux conditions météorologiques, qui peut être transféré à des tiers par le biais de produits de microassurance.

Classification environnementale

35. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement. Il investira dans trois mesures prioritaires d'adaptation au changement climatique, précisées dans le Programme d'action national d'adaptation du Yémen.

K. Durabilité

36. Les considérations relatives à la durabilité sont intégrées dès le départ à la conception du programme. Les organisations bénéficiaires assumeront à titre permanent la propriété, la gestion, et les responsabilités de fonctionnement et de maintenance de l'infrastructure de récolte de l'eau. Les liaisons contractuelles entre les associations de producteurs et les marchés devraient se poursuivre au-delà de la période du programme. L'EOF sera conçu comme une institution durable: la configuration de sa structure public-privé lui assurera une gouvernance stable, et il générera son propre flux de revenus et couvrira progressivement ses propres dépenses de fonctionnement par le biais de prises de participation et de prêts aux institutions de microfinance.

II. Instruments juridiques et autorité

37. Un accord de financement entre la République du Yémen et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
38. La République du Yémen est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
39. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

40. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Yémen un don d'un montant équivalant à huit millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (8 500 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Economic Opportunities Programme"

(Negotiations concluded on 12 April 2010)

Grant Number: _____

Programme Title: Economic Opportunities Programme (the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Yemen (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS:

A. The Recipient has requested financing from the Fund for purposes of partially financing the Economic Opportunities Programme described in Schedule 1 to this Financing Agreement;

B. the Islamic Development Bank (the "IDB") intends to extend financing in the form of a loan (the IDB loan) to the Recipient of approximately ten million five hundred thousand United States dollars (USD 10 500 000) equivalent to assist in co-financing the Programme on terms and conditions to be set forth in an Agreement (the "IDB Financing Agreement") between the Recipient and the IDB;

C. In order to provide additional financing for the implementation of the Programme, the Fund will receive a contribution from the European Community which the Fund has agreed to make available to the Recipient, in the form of a Grant and in the amount of six million five hundred thousand Euro (EUR 6 500 000 which includes IFAD's administrative and management fees), in accordance with the terms of the Contribution Agreement to be entered between the Fund and the Commission of the European Communities.

D. The Fund adheres to the principles and guidelines as set out in the Financial and Administrative Framework agreement (FAFA) entered into between the EU and the UN of 29 April 2003 and to which the Fund acceded in 27 September 2004.

NOW THEREFORE the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is eight million five hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 8 500 000).

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st January.

3. There shall be a Designated Account in USD for the purpose of financing the Programme. The Designated Account shall be opened and maintained in the Central Bank of Yemen or in a commercial bank licensed by the Central Bank of Yemen, acceptable to IFAD. Upon the Recipient's request, IFAD shall make one or more withdrawals of up to USD 1,300,000 in the aggregate from the Grant account on behalf of the Recipient and deposit such amount in the Designated Account. The Designated account shall be operated by EOF and shall be protected against set off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Recipient and accepted by IFAD.

4. There shall be a Programme Account in YER for the benefit of the Programme in a commercial bank acceptable to the Fund. The Chief Executive Officer and the Chief Financial Officer will be authorized to operate the account.

5. The Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of one million two hundred thousand United States dollars (USD 1 200 000) equivalent.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Economic Opportunities Fund (the EOF).

2. The following are designated as additional Programme Parties: contracted service providers; mobilisation teams, YSMO and SMEPS; licensed microfinance banks/institutions (Al Amal Microfinance Bank, Tadhamon Microfinance Institution, and any other interested microfinance bank/institution licensed by the Central Bank of Yemen), commercial banks, leasing companies, venture capital institutions, and insurance companies.

3. The Programme Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Grant will be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The Programme Implementation Manual, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.

- (b) Any competent authority has taken action for the dissolution of the EOF, the modification of the distribution of membership between public and private sectors of the EOF's Board of Directors, or the merging of the EOF with any other institution; and the Fund has determined that any such event listed above is likely to have a material adverse effect on the Programme.
2. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
- (i) The EOF has been legally created by the Recipient, and the composition of its Board of Directors has been approved by IFAD;
- (ii) The EOF's CEO and CFO have been selected on competitive basis, and their respective nominations have been approved by IFAD.
- (b) The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal under categories I (Civil Works), II (Equipment and Materials), III (Training, TA and Contractual Services), and IV (Financial Instruments): The framework for the EOF's Programme Implementation Manual has been completed to the satisfaction of the Fund.
- (c) The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal under category IV (Financial Instruments):
- (i) for those licensed microfinance institution(s) in which the EOF will hold equity, a Shareholder's Agreement will be finalised between the EOF and such licensed microfinance institution(s), satisfactory to the Fund.
- (ii) for any participating financial institution in which the EOF will not hold equity, a Subsidiary Financing Agreement will be finalised between the EOF and the respective financial institution, satisfactory to the Fund.
3. This Agreement is subject to ratification by the Recipient.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

International Fund for Agricultural
Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister for Planning and International
Cooperation
Ministry of Planning and International
Cooperation
P.O. Box 175
Sana'a, Republic of Yemen

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

For the Fund

For the Recipient

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The Programme shall target poor women and men in rural areas. Its specific target groups shall consist of smallholders cultivating coffee, smallholders interested in horticulture, poor landless households interested in honey production and horticulture, and poor landless households engaging in micro-businesses.
2. *Programme Area:* The Programme is national in scope. It shall initially focus on a limited number of coffee-producing districts within eight governorates (Abyan, Amran, Dhamar, Hodeidah, Ibb, Lahej, Taiz, Sana'a); however, it will have the flexibility to cover other governorates based on the value chain, the business case, and market demand (such as honey production in districts of Hadhramout and Shabwa).
3. *Goal:* The goal of the Programme is to improve the economic status of poor rural women and men.
4. *Objective and Outputs:* The Programme's objective is to create sustainable economic opportunities for poor women and men in the programme areas. Its outputs are to stimulate the growth and technological improvement of selected value chains and rural business activities; promote linkages between producers' organizations and markets through contractual arrangements; promote compliance with national and international food quality and safety standards; develop public economic infrastructure in support of selected value chains; and, expand the rural outreach of financial institutions and enhance access to sustainable rural financial services.
5. *Components:* The Programme shall consist of three interlinked Components: (a) value chain development; (b) economic infrastructure; and (c) rural finance.

Component 1: Value Chain Development

5.1 The objective of this Component is to improve the incomes of participating coffee producers and landless households engaging in commercial horticulture and honey production in selected settlements, as well as in rural micro-businesses. This will be achieved through support for value chain processes and actors, improved market relationship governance, and enhanced access to economically viable investment opportunities. It consists of three sub-components: (i) cluster development through the creation or strengthening of producers' associations, strengthening of value chain linkages, and capacity building for value chain actors; (ii) export promotion consisting of improved access to markets, development of classification and certification services, and introduction of quality and food safety standards; (iii) off-farm micro-and small enterprise development consisting of training and advisory services for micro-entrepreneurs (mainly women and young people).

Component 2: Economic Infrastructure

5.2 The objective of this Component is to support infrastructure investments that are critical for the production and marketability of the selected high value agricultural commodities. It will be implemented in selected settlements where the Programme will provide value chain support and where poor irrigation practices constitute the main cause of low productivity and depletion of water resources. The infrastructure investments to be financed will consist of off-farm water harvesting structures and piped conveyance

systems to field edge, focusing on increasing the reliability of irrigation water supply by reducing water losses and harvesting flood flows.

Component 3. Rural Finance

5.3 The objectives of this Component are to: develop sustainable access to adapted financial products and services to be provided by microfinance banks/institutions and commercial banks for producers and processors of coffee, honey and vegetables, and for micro-entrepreneurs operating micro-businesses; and, increase the outreach and develop the capacity of microfinance banks/institutions in rural areas (specifically in the selected Programme settlements). It consists of two sub-components: (a) microfinance outreach through equity participation in Al Amal Microfinance Bank and possibly other licensed microfinance institutions, establishment of shareholder's current account(s), financing for rural network development, and provision of credit funds; and (b) PFI capacity building through training programmes and product development for participating microfinance institutions and commercial banks, and the introduction of micro-insurance instruments.

II. Implementation Arrangements

A. Programme Management

1. The Economic Opportunities Fund will be the Lead Programme Agency and will be responsible and accountable for the management and implementation of the Programme. The Economic Opportunities Fund will be a public-private partnership working to improve the economic status of poor women and men in rural areas. It will be governed by a Board of Directors representing the public and private sectors. The EOF will be managed based on the principles of good governance, business ethics, transparency, equity, efficiency and sustainability, and operated on the basis of private sector principles and speed.

2. The EOF will be located in Sana'a. The EOF will be managed by a CEO selected by the EOF's Board on a competitive basis. It will consist of three offices: (a) the administration office responsible for financial management, procurement and contracting, monitoring and evaluation; (b) the investment office, responsible for managing investments in value chain development, economic infrastructure and financial services; and (c) the capacity building office, responsible for mobilising producers' associations and organising business advisory services. The EOF will also have a small internal audit unit reporting directly to the CEO. All key EOF staff will be recruited on competitive basis subject to IFAD's prior review and concurrence, and will receive competitive salary levels approved by the Board of Directors.

B. Programme Implementation

1. Programme activities will be implemented by public and private sector service providers contracted by the EOF. For value chain development, service providers will include mobilisation teams, YSMO, SMEPS, and other relevant entities. For economic infrastructure, service providers will include engineering designers, contractors, and construction supervisors. For rural finance, service providers will include licensed microfinance institutions (Al Amal Microfinance Bank, Tadhamon Microfinance Institution, and other microfinance institutions to be licensed), commercial banks, leasing companies, venture capital institutions, and insurance companies. Contracts with service providers will be performance-based. The selection and contracting of service providers for the implementation of Programme activities will be subject to IFAD prior review and concurrence.

2. The annual work plan and budget (AWPB) will be prepared by office managers of the EOF through a participatory approach with stakeholders, internally reviewed and consolidated, and approved by the EOF's CEO. The proposed AWPB will subsequently be reviewed and approved by the EOF's Board of Directors, and then submitted to Recipient, IFAD and cofinanciers for review and concurrence.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	[Grant Amount Allocated] (expressed in SDR)	Percentage
I. Civil Works	53 000	100% net of taxes and co-financiers' contributions
II. Equipment and Materials	86 000	100% net of taxes and co-financiers' contributions
III. Training, TA and Contractual Services	1 705 000	100% net of taxes, co-financiers', beneficiaries' and EOF contributions
IV. Financial Instruments	4 315 000	100% net of taxes, co-financiers' and PFIs' contributions
V. Operating Costs	1 491 000	100% net of taxes, co-financiers' and EOF contributions
VI. Unallocated	850 000	
TOTAL	8 500 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Civil Works" includes the costs of infrastructure feasibility studies, engineering design, physical works and site supervision.

"Equipment and Materials" includes the costs of equipment, materials, vehicles, inputs and other similar items.

"Financial Instruments" includes equity participation, shareholder's current account, credit funds, venture capital and micro-insurance.

"Operating Costs" includes the costs of salaries, allowances, and all other operating costs.

Schedule 3

Special Covenants

For the purposes of this Agreement the Recipient shall ensure that the following provisions are complied with:

Gender. The Recipient shall ensure that the Programme benefits are also delivered to poor rural women in the Programme Areas. The Programme AWPB and progress reports shall be disaggregated by gender as appropriate.

Key reference documents

County reference documents

Development Plan for Poverty Reduction 2006-2010
Agricultural Statistics Yearbook 2008

IFAD reference documents

Country Strategic Opportunities Paper 2008-2012 (2007)
Programme Concept Note and Key Files (2009)
Programme Final Design Report (2010)

Other miscellaneous documents

Assessment of MSE Financial Needs in Yemen, International Finance Corporation (2007)
Yemen Country Profile 2008, Economist Intelligence Unit (2008)
Yemen Country Reports, January-December 2009, Economist Intelligence Unit (2009)
Small and Medium Enterprise Development in Yemen, World Bank (2009)
Country Assistance Strategy 2006-2009, International Development Association (2005)
Country Assistance Strategy 2010-2013, International Development Association (2009)
FAO Yearly Statistics (FAOSTAT, AQUASTAT)

Logical framework

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions(A)/Risks (R)
Goal			
Economic status of poor rural women and men improved	<ul style="list-style-type: none"> Households with improvement in asset ownership index ; Reduction in the prevalence of malnutrition for children; Households with increased incomes/food security. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline & impact surveys (gender disaggregated) M&E and impact assessments; Government health/socio-economic statistics; Programme completion report; RIMS annual reporting and impact surveys. 	<ul style="list-style-type: none"> Stable internal security(A); Governance improves (A); Macro-economic conditions improve (A).
Purpose/Objective			
Sustainable economic opportunities for poor rural women and men created	<ul style="list-style-type: none"> Increase in coffee and vegetable production; Economically sustainable beehive packages in use (#); Economically sustainable high tunnels in use (#); Viable micro-businesses after 3 years; Full-time job equivalents created and women's share; 	<ul style="list-style-type: none"> M&E evaluation and assessment; Producers' & exporters' associations statistics; Business plans. 	<ul style="list-style-type: none"> Stable internal security(A) Drop in commodities prices on the international market (R); Yemeni coffee market niche maintained in both quantity and price (A).
Outputs			
Growth and technological improvement of selected value chains and rural business activities stimulated	<ul style="list-style-type: none"> Drip irrigation adoption rate; Average yield/ha/hive/m² coffee/honey/horticulture; Avg. micro-business profitability after 3 years; Number of people accessing training/advisory services; People trained in income generating activities; Enterprises accessing financial and non-financial services; 	<ul style="list-style-type: none"> M&E evaluation and assessment; Producers' associations statistics; Processors' statistics & financial statements; Business plans. 	<ul style="list-style-type: none"> Drip irrigation adoption rate >80% in a settlement (A);
Linkages between producers' associations and markets through contractual arrangements promoted	<ul style="list-style-type: none"> Contract farming contracts signed (#); Number of producers engaged in contract farming (by commodity, by gender); Increase in farm-gate prices (per commodity); Change in profit distribution (per commodity). 	<ul style="list-style-type: none"> Contracts; Processors' statistics & financial statements; registration books of PAs; M&E evaluation and assessment. 	<ul style="list-style-type: none"> Agents & collectors opposed to direct producer/processors linkages (R); PFI's not considering contract farming or tripartite agreements as sufficient collateral (R).
Compliance with quality and food safety standards and export certification promoted	<ul style="list-style-type: none"> Increase in commodity volumes certified; Increase in volumes meeting health standards; Incremental coffee & honey output exported; 	<ul style="list-style-type: none"> Export statistics from Government; Statistics from YSMO. 	
Economic public infrastructure in support of selected value chains developed	<ul style="list-style-type: none"> Volume of water saved (in m³); Average % of decrease in water bill at HH level; Value chain producers benefiting from infrastructure investments (#, by commodity); Infrastructure investment IRR per settlement; 	<ul style="list-style-type: none"> Contracts to architects and contractors; Minutes of final acceptance committee; M&E evaluation and assessment; Minutes of settlements' and producer associations; Households' surveys. 	<ul style="list-style-type: none"> Severe droughts for several years continuously (R).
Rural outreach of financial institutions and enhance access to sustainable rural financial services expanded	<ul style="list-style-type: none"> Equity participation in MFIs retained; Financial institutions participating in programme (#); New rural service points/PFI; Vol. of credit/alternatives disbursed to target groups; Loan recovery rate; Increase in monetised savings; Producers insured (#) and premiums collected; 	<ul style="list-style-type: none"> Microfinance banks/institutions and commercial banks audited financial statements; Central Bank's quarterly & annual reports; M&E evaluation and assessment; Micro-insurance fund financial statements. 	<ul style="list-style-type: none"> EOF to participate in equity of all licensed pro-poor gender-oriented microfinance banks operating in rural areas (A); Commercial banks not interested in financing rural activities (R).
A sustainable Fund managed through a private/public partnership established	<ul style="list-style-type: none"> EOF sustainability Seats allocated to private & public sector in EOF Board Amount of financial resources channelled through EOF outside of the EOP. 	<ul style="list-style-type: none"> EOF audited financial statements; Minutes of Board of Directors meetings. 	<ul style="list-style-type: none"> New IFAD operations to channel their resources through EOF (A); Government and/or co-financiers to channel funds through EOF (A).

